

Cours - Emancipation des colonies et affirmation du Tiers-Monde [CA v1.7]

- Programme officiel TES/TL : « Le Tiers-Monde : indépendances, contestation. On analyse l'émancipation des peuples dominés, les difficultés économiques et sociales auxquelles les États nouvellement indépendants sont confrontés et leurs tentatives d'organisation pour obtenir un poids accru dans les relations internationales. La diversification des États du Tiers-Monde s'accroît dans les années 1970 ».
- [Programme officiel TS](#) : « La décolonisation et ses conséquences. On analyse l'émancipation des peuples dominés, les difficultés économiques et sociales auxquelles les États nouvellement indépendants sont confrontés et leurs tentatives d'organisation pour obtenir un poids accru dans les relations internationales ».
- A signaler pour les TES/TL, le programme de TS comporte un chapitre sur la colonisation.

Sommaire

1. Les causes de l'effondrement des empires coloniaux.....	2
1.1. L'Affaiblissement des métropoles	2
1.1.1. Le choc des deux guerres mondiales sur les puissances coloniales	2
1.1.2. Les métropoles n'ont plus les moyens d'entretenir un empire colonial	2
1.2. La lutte des colonies pour l'indépendance	3
1.2.1. L'impact de l'exploitation coloniale	3
1.2.2. Les mouvements nationalistes	3
1.3. L'Opinion internationale.....	4
1.3.1. Le contexte international, après 1945, est favorable à la décolonisation	4
1.3.2. Les autorités morales condamnent également la colonisation	4
2. Les chemins d'accès à l'indépendance.....	5
2.1. L'indépendance par la force.....	5
2.1.1. La Guerre d'Indochine (1946-1954).....	5
2.1.2. Le Kenya et l'Indonésie	6
2.1.3. La guerre d'Algérie (1954-1962).....	6
2.1.4. L'indépendance des colonies portugaises est plus tardive	8
2.2. L'indépendance par la négociation	8
2.2.1. L'Inde et les autres colonies britanniques	8
2.2.1.1. L'indépendance de l'Inde et la partition	8
2.2.1.2. Les autres colonies britanniques.....	9
2.2.2. La décolonisation française en Afrique (Algérie exclue)	12
2.2.2.1. Les cas du Maroc et de la Tunisie	12
2.2.2.2. L'Afrique noire française.....	13
2.2.3. L'indépendance dramatique du Congo Belge	13
3. Le Tiers-Monde dans les relations internationales.....	14
3.1. La tentative d'organisation politique du Tiers-Monde	14
3.1.1. Le Mouvement des Non-Alignés	14
3.1.1.1. La Conférence de Bandung de 1955	14
3.1.1.2. La Conférence de Belgrade de 1961	15
3.1.1.3. Le pro-soviétisme du mouvement des non-alignés	15
3.1.2. L'Organisation de l'Unité Africaine (OUA)	15
3.2. Les limites économiques du Tiers-Monde	16
3.2.1. Les pays du Tiers-Monde, pauvres, ont besoin de l'aide des pays développés	16
3.2.2. Les tentatives d'organisation économique du Tiers-Monde	17
3.2.2.1. L'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP).....	17
3.2.2.2. Le Groupe des 77 et la CNUCED.....	17

Table des illustrations

Illustration 1: La guerre d'Indochine 1946-1954.....	5
Illustration 2: La partition des Indes 1947.....	9
Illustration 3: La décolonisation en Asie.....	10
Illustration 4: Les indépendances en Afrique.....	11

Illustration 5: Les indépendances dans le Monde arabe.....	12
Illustration 6: Accords militaires franco-africains : un exemple de néo-colonialisme ?.....	16

Dans la vingtaine d'années qui suit la Seconde Guerre Mondiale (1939-1945), la quasi totalité des **colonies**¹ des pays européens accèdent à l'indépendance.

La décolonisation est un mouvement majeur de la seconde moitié du 20e s.

Les causes et les formes de ces indépendances sont diverses. Ces pays du « [Tiers-Monde](#)² » constituent une nouvelle forme originale et plus ou moins autonome dans le jeu des relations internationales (lequel reste, cependant, dominé par l'affrontement des superpuissances).

1. Les causes de l'effondrement des empires coloniaux

1.1. L'Affaiblissement des métropoles

1.1.1. Le choc des deux guerres mondiales sur les puissances coloniales

- La guerre de 1914-1918 est à l'origine du premier ébranlement des empires coloniaux, mais après 1918, les puissances coloniales ont éludé la question et répondu aux aspirations nationales par une répression accrue.
- La Seconde Guerre Mondiale a élargi les fissures dans les empires coloniaux. En Asie, le Japon a balayé « l'impérialisme blanc » et a présenté son occupation comme une revanche des peuples de couleur sur les Blancs. Les puissances coloniales européennes ([France](#), [Royaume-Uni](#), [Pays-Bas](#), [Belgique](#)...) ne sont sorties de la guerre du côté des vainqueurs que grâce aux Etats-Unis et à l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). Pendant la guerre, le Royaume-Uni et la France ont multiplié les promesses pour gagner l'appui nécessaires des colonies. Pour rallier l'Afrique noire toute entière à la [France Libre](#), le général [Charles de Gaulle](#) (1890-1970), dans son [discours de Brazzaville](#) ([Afrique équatoriale française](#), [Congo français](#)), le 30 janvier 1944, sans aller jusqu'à promettre l'indépendance, annonce une participation des colonies à la marche des affaires. A partir de 1945, les colonies réclament donc cette émancipation qu'on leur a laissé entrevoir. La découverte des camps de concentration en 1945 bouleverse les prétentions civilisatrices et la supériorité morale affichée des Européens.

1.1.2. Les métropoles n'ont plus les moyens d'entretenir un empire colonial

- L'Europe sort ruinée de la Guerre. La domination par la force devient un problème dans le sens où les métropoles n'ont plus les moyens d'entretenir des corps expéditionnaires partout, excepté dans les villes principales et les points stratégiques. Ils ne peuvent donc plus tenir la totalité des pays. Or, les expéditions lointaines coûtent cher et grèvent les budgets et freinent la reconstruction économique des métropoles au lendemain de la guerre. Il est d'ailleurs à noter que les pays qui ont connu la plus forte croissance économique après la guerre sont l'Allemagne, l'Italie et le Japon qui justement n'ont pas la charge d'un empire colonial. La plus forte croissance de l'économie française ne survient d'ailleurs qu'à partir de 1962, après en avoir fini avec le problème algérien.
- L'opinion publique des métropoles évolue progressivement, au cours des années entre 1945 et le milieu des années 1960, en faveur de la décolonisation. Si ce n'est un soutien à l'évolution des colonies vers l'indépendance, c'est au moins le désir de voir se terminer

1 « territoires occupés et exploités par une métropole dont ils dépendent politiquement ».

2 Le terme « Tiers-Monde » a été inventé par l'économiste et démographe français [Alfred Sauvy](#) en 1952, en référence au [Tiers État](#) (de l'abbé Sieyès) français sous l'Ancien Régime, afin de désigner l'ensemble des pays du globe qui n'appartenaient ni au bloc occidental, ni au bloc communiste. « car enfin, ce tiers monde ignoré, exploité, méprisé comme le [Tiers État](#), veut lui aussi, être quelque chose » (Sauvy, Alfred, « Trois mondes, une planète », *L'Observateur*, 14 août 1952).

certaines guerres comme celle d'Algérie où beaucoup de familles risquent de voir leurs enfants conscrits tués.

- Le Royaume-Uni, avec les [travailleurs](#) de [Clement Attlee](#) au pouvoir (1945-1951), préoccupés par l'édification de l'[État-providence](#) (*Welfare State*), accepte assez facilement la transformation de colonies : les territoires passent du statut de « colonies de la couronne » administrées directement par le Royaume-Uni, à celui de « colonies à gouvernement responsable » pourvues d'une Assemblée élue, puis à celui de « colonies à self-government », dernier stade avant l'indépendance totale (*dominions*) dans le cadre du [British Commonwealth](#). La France, avec sa vieille tradition jacobine centralisatrice, est très attachée à l'idée de la République « une et indivisible ». L'évolution vers l'émancipation des colonies y est donc beaucoup plus difficile.

1.2. La lutte des colonies pour l'indépendance

1.2.1. L'impact de l'exploitation coloniale

- La colonisation a souvent été une entreprise d'exploitation économique. Elle a détruit le système traditionnel de l'économie de subsistance notamment en remplaçant, parfois, des cultures vivrières par des plantations de cultures destinées à l'exportation. Elle a suscité l'explosion démographique (à partir de 1920) par la mise en œuvre de politiques sanitaires et médicales sans qu'il y ait toujours en même temps développement économique de la colonie, d'où, parfois, un appauvrissement individuel : c'est, par exemple, le cas des Indes britanniques dans les années 1930.
- A tort ou à raison, les autochtones se sont très vite sentis exploités, enrichissant les métropoles quand eux-mêmes s'appauvrissaient. Ce sentiment suscite donc une hostilité de plus en plus grande. Les cadres traditionnels des communautés villageoises ont été ébranlés par la colonisation, tandis que naissait au contact du capitalisme colonial une **bourgeoisie indigène** plus ou moins riche, avide de culture européenne et de pouvoir. Ce double phénomène de paupérisation et d'embourgeoisement a été facilité par le développement de l'urbanisation qui a souvent été très rapide. La ville indienne de Calcutta (auj. [Kolkata](#)), par exemple, était un simple comptoir fortifié au 18^e s. Aujourd'hui, c'est une très grande agglomération urbaine (14,1 millions d'hab. en 2011). Au sein de cette bourgeoisie est apparue une [intelligentsia](#) qui a adapté les **idéologies occidentales** (nationalisme, [marxisme](#)...) qui allaient lui permettre de conduire les mouvements de libération, par des guerres révolutionnaires si nécessaire.

1.2.2. Les mouvements nationalistes

- Ils se sont souvent déjà manifestés dans l'entre-deux-guerres, sans réellement inquiéter les métropoles. Ces mouvements ont d'ailleurs été inspirés par l'histoire européenne elle-même : ainsi, en 1918 ([Quatorze points de Wilson](#)), c'est au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes que se disloque l'empire austro-hongrois. De là, la naissance des États d'Europe centrale. Ainsi, les peuples coloniaux, accédant à la conscience politique, se retournent-ils contre le colonisateur en utilisant les propres principes du colonisateur lui-même !
- Le nationalisme est parfois renforcé par un idéal révolutionnaire. Depuis le **Congrès de Bakou** en 1920, le [Komintern](#) (III^{ème} Internationale Socialiste) a soutenu l'émancipation des peuples colonisés. Le prestige de l'URSS après 1945, l'extension du marxisme-léninisme à d'autres pays, et les solidarités qui unissent les États-Unis aux colonisateurs européens, contribuent à rapprocher communistes et nationalistes. En Indochine, la France doit affronter un mouvement dirigé par le communiste, [Ho Chi Minh](#) [[portrait officiel](#)], soutenu par l'URSS et, à partir de 1949, par la [République populaire de Chine](#) de [Mao Zedong](#). Le communisme international, dans le contexte de la « Guerre Froide », a d'ailleurs intérêt à aider des mouvements qui affaiblissent et déstabilisent les puissances européennes. Mais il ne faut pas généraliser, tous les mouvements nationalistes ne sont pas d'obédience communiste. Dans les pays d'Islam, par exemple, ils s'appuient souvent sur une

revendication d'identité religieuse et ses animateurs sont à la fois des chefs politiques et religieux (ex. : le sultan du Maroc).

1.3. L'Opinion internationale

1.3.1. Le contexte international, après 1945, est favorable à la décolonisation

- La [Charte de l'Atlantique](#) du 14 août 1941, où le président américain Franklin D. Roosevelt et le premier ministre britannique Winston Churchill jettent les bases d'un nouvel ordre mondial, rappelle le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce principe est repris dans la [Charte des Nations Unies](#) du 26 juin 1945, puis par la [Déclaration Universelle des Droits de l'Homme](#) du 10 décembre 1948. L'Organisation des Nations Unies (ONU) devient donc la tribune internationale de soutien à la décolonisation.
- L'URSS et les Etats-Unis soutiennent tous les deux la décolonisation. L'URSS par principe, et les Etats-Unis d'une manière plus nuancée. C'est à travers le [Kominform](#) (1947-1956) qu'agit l'URSS. Quant aux Etats-Unis, ils n'ont pas oublié qu'ils ont été la première colonie de l'histoire à avoir conquis leur indépendance (1776-1783). En 1948 d'ailleurs, leur unique colonie (les Philippines) accède à l'indépendance, ce qui leur donne bonne conscience. Avec la « Guerre Froide », les peuples colonisés essaient de profiter de l'antagonisme entre les deux blocs. Ainsi, les Etats-Unis, par peur d'une propagation du communisme, soutiennent-ils à l'ONU la plupart des mouvements d'émancipation.
- Il est à noter enfin qu'au fur et à mesure que les colonies accèdent à l'indépendance se forme un troisième bloc, le Tiers-Monde, plus ou moins neutraliste, plaçant en faveur de l'émancipation des peuples encore colonisés. Du 18 au 24 avril 1955, à la [Conférence Afro-Asiatique de Bandung](#) (Indonésie) se réunissent vingt-neuf délégués de pays d'Afrique et d'Asie. Ce bloc neutraliste proclame sa solidarité avec les pays encore dominés, et condamne fermement le colonialisme ([texte du Communiqué final](#), 24 avril 1955).
- Si jusqu'à la seconde guerre mondiale les colonisateurs avaient bonne conscience, certains d'apporter progrès et civilisation, au milieu du 20e s., la colonisation apparaît de plus en plus comme une entreprise illégitime. Les pays colonisateur encourent donc de plus en plus la réprobation internationale.

1.3.2. Les autorités morales condamnent également la colonisation

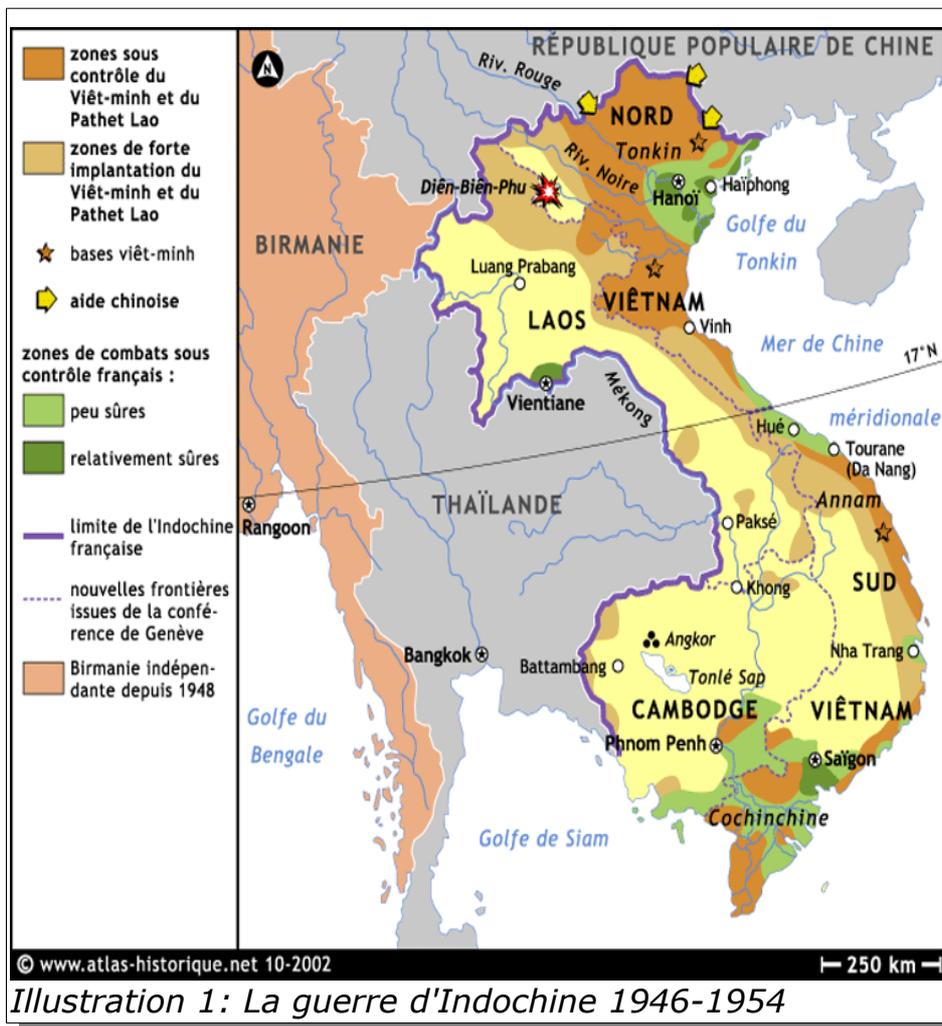
- Après 1945, il n'y a guère de grands intellectuels pour la défendre. Beaucoup, au contraire la condamnent : voir, exemple fameux, la [préface](#) de l'écrivain [Jean-Paul Sartre](#) au célèbre livre de l'anticolonialiste [Frantz Fanon](#), *Les Damnés de la Terre*, 1961.
- L'Eglise catholique, avec beaucoup de prudence, prône une nécessaire évolution conforme à son universalisme. Elle a d'ailleurs, beaucoup mieux que les autorités politiques et civiles, encouragé la formation d'un clergé indigène. Quant à la Commission des Eglises Protestantes pour les Affaires Internationales, elle se prononce dès 1946 en faveur de l'émancipation des colonies.
- Il dépend donc de l'habileté des métropoles d'accepter une évolution inévitable, afin de voir leurs colonies s'émanciper, soit par la lutte, soit par la négociation.

2. Les chemins d'accès à l'indépendance

2.1. L'indépendance par la force

2.1.1. La Guerre d'Indochine (1946-1954)

- Pendant l'occupation japonaise, des nationalistes indochinois ont constitué la « Ligue pour l'Indépendance du Vietnam » ou Vietminh, dominée par les communistes d'Ho Chi Minh. Durant la guerre, ils mènent la résistance contre les Japonais. Puis, le 2 septembre 1945, le Vietminh proclame l'indépendance de la République démocratique du Vietnam, avec un gouvernement provisoire dirigé par Ho Chi Minh.



(Source : <<http://www.atlas-historique.net/1945-1989/cartes/IndochineGuerre.html>>)

- Dès le mois de septembre 1945, la France, l'ancienne puissance coloniale, se réinstalle et s'empare de Saigon, au moment où le Vietminh instaure le suffrage universel, pour l'élection d'une Assemblée Nationale et où Ho Chi Minh devient Président de la jeune République. Ce dernier réussit même à signer, en mars 1946, un accord où la France reconnaît cette indépendance, mais dans le cadre de l'Union Française, née de la nouvelle Constitution. Mais deux régions de l'Indochine (la Cochinchine et le Cambodge) refusent d'être soumises à un régime communiste, alors que pour Ho Chi Minh, le nouveau Vietnam ne peut être que toute l'ancienne Indochine française. En septembre 1946, dans un contexte de tensions internationales de plus en plus tendues, Ho Chi Minh se rend à une conférence à Fontainebleau pour résoudre le problème. Mais, avant même l'échec de la réunion, dû aux positions intransigeantes de part et d'autre, les troupes françaises bombardent le 23 novembre 1946 le port d'Haïphong au Tonkin. Dès le 19 décembre 1946, la guerre s'amplifie

pour durer jusqu'en 1954...

- Pourquoi donc cette guerre alors que la France doit panser ses plaies ? :
- Les milieux coloniaux français y ont poussé (hauts fonctionnaires, militaires, grands négociants).
- Des considérations de prestige ont joué : ne pas capituler (surtout après la cuisante humiliation de mai-juin 1940), ni pratiquer une politique d'abandon préjudiciable au reste de l'empire (notamment l'Algérie).
- Les autorités françaises ont sous-estimé les capacités de l'adversaire : gagner une guerre de libération nationale, c'est extrêmement difficile (les Français ont la mémoire courte et n'ont pas retenu les leçons du 19e s. en Italie par exemple).
- Parce que l'adversaire est communiste (alignement rapide sur la position des Etats-Unis : politique du *containment* ou endiguement).

Jusqu'à la fin des années 1940, le Vietminh mène essentiellement des actions de guérilla avec l'appui des populations locales. Mais, à partir de 1950, avec l'appui de la Chine communiste et de Moscou, le Vietminh lance de grandes offensives qui conduisent à la défaite française de [Diên Biên Phu](#), le 7 mai 1954. [Pierre Mendès France](#), alors président du conseil (= chef du gouvernement) et qui s'était toujours montré hostile à cette guerre conclut les [Accords de Genève en juillet 1954](#) [[son discours](#)]. Ces accords prévoient une séparation provisoire du Vietnam en deux de part et d'autre du 17ème parallèle de latitude nord, jusqu'à des élections prévues dans un délai de deux ans. Le Laos et le Cambodge deviennent deux Etats indépendants. Mais le Vietnam du Nord et le Vietnam du Sud deviennent un enjeu de Guerre froide et les Etats-Unis prennent très vite le relai des Français. Le problème est donc loin d'être résolu.

2.1.2. Le Kenya et l'Indonésie

- Durant la guerre d'Indochine, deux autres Etats conquièrent par les armes leur indépendance : le Kenya en Afrique de l'est, et l'Indonésie en Asie du sud-est. Il est à noter que les combats y ont été beaucoup moins meurtriers qu'en Indochine.
- En 1952, au Kenya, les Britanniques doivent affronter, la rébellion des [Mau Mau](#) qui veulent reprendre aux colons britanniques les meilleures terres accaparées. Ceux-ci répondent aux attaques des rebelles par des campagnes de « pacification » meurtrières... Les très longues négociations avec le chef de la rébellion, Jomo Kenyatta, mettent un terme à la tuerie en 1954, mais le Kenya n'obtient réellement son indépendance qu'en 1963.
- En Indonésie, [Sukarno](#), leader du Parti National Indonésien créé en 1928 et dont les principes de lutte nationale sont : « foi en Dieu, amour de l'humanité, nationalisme et démocratie », proclame l'indépendance le 17 août 1945. Mais les Pays-Bas espèrent restaurer leur souveraineté sur les « Indes Néerlandaises ». Entre 1947 et 1948 de très nombreux affrontements ont lieu. Mais en 1949, devant les difficultés rencontrées, les Néerlandais acceptent l'ouverture de négociations. La Conférence de la Table Ronde de La Haye débouche, fin 1949, sur la reconnaissance par les Pays-Bas de la création des Etats-Unis d'Indonésie dans le cadre de l'Union néerlandaise. Mais en 1950-1952, les Pays-Bas soutiennent le sécession de la République des Moluques. Soekarno impose alors un Etat centralisé et unitaire. En 1956, l'Union néerlandaise est dissoute. Finalement, en 1957, les derniers ressortissants néerlandais sont expulsés et leurs biens confisqués.

2.1.3. La guerre d'Algérie (1954-1962)

-  [Actualités d'époque sur divers épisodes de la guerre d'Algérie \(INA\)](#) ([autre site](#)) ; [Journaux d'époque](#)
- Alors que la Tunisie et le Maroc ([protectorats](#)) accèdent à l'indépendance par la négociation, l'Algérie (colonie) y parvient seulement après une [guerre](#) de près de 8 ans.
- L'Algérie depuis la colonisation (1830), est considérée comme faisant partie intégrante du territoire national français. Le 8 mai 1945, des manifestations pacifiques de Musulmans à

Sétif [[carte](#)] et Guelma, qui montrent des velléités indépendantistes, tournent à l'affrontement. Les manifestants assassinent ensuite des Européens, ce qui déclenche une répression féroce (jusqu'au 25 mai), sur ordre du général de Gaulle (chef du gouvernement français provisoire), dans tout le Constantinois. A la suite de ce [massacre de Sétif](#), le général Duval, en charge de la répression, prédit : « Je vous ai donné la paix pour 10 ans, mais si rien ne change, il faut s'attendre au pire ».

- L'Algérie forme, en 1954, trois départements français. Elle est peuplée de 10 millions d'habitants, sur lesquels on compte un million de Français de souche, les « **pieds-noirs** » parmi lesquels se trouvent 25 000 riches colons, influents dans l'administration française en Algérie, et très hostiles à une Algérie musulmane et indépendante. Plus d'un siècle de colonisation a détruit en Algérie tous les cadres politiques locaux sans jamais les avoir remplacé. La France ne reconnaît aucun représentants légitimes du peuple algérien. C'est le [Front de Libération Nationale](#) (FLN), fondé le 10 octobre 1954 et dirigé par [Ahmed Ben Bella](#) réfugié au Caire (le colonel [Gamal Abdel Nasser](#) est au pouvoir en Egypte), qui lance la rébellion le **1^{er} novembre 1954**. Se développent alors des actions de guérilla et de terrorisme menées par les « [fellagha](#) » dans les campagnes, puis dans les villes. Le FLN soutenus par les pays arabes reçoit aussi l'appui de l'URSS.
- En Algérie, la France répète les mêmes erreurs qu'en Indochine : ne pas comprendre le sens de la rébellion, croire que la masse du peuple algérien est en faveur de la France, croire que l'écrasement de la rébellion sera rapide. La France s'engage donc dans une politique de répression croissante par l'envoi de moyens et de soldats toujours plus nombreux dans le but officiel de « maintenir l'ordre ». En 1956, les élections législatives se font sur la question algérienne et les partisans de la paix l'emportent. Guy Mollet, nouveau chef du gouvernement, tente alors de mettre en œuvre sa politique « cessez-le-feu, élections, négociations ». Mais sous la pression et l'hostilité des pieds-noirs, il se voit obliger de renforcer la présence du contingent militaire français sur le terrain afin d'intensifier la « pacification ». Des unités militaires indigènes les [Harkis](#) sont utilisées. En 1957, les parachutistes, au prix de l'[utilisation de la torture](#) (cautionnée par les dirigeants politiques) gagnent la [bataille d'Alger](#). Mais, les pieds-noirs et l'armée française d'Algérie estiment insuffisant l'engagement et la détermination de la France. Finalement, le 13 mai 1958, éclate l'insurrection d'Alger, avec le soutien de l'armée française d'Algérie qui menacent d'un coup d'Etat en métropole si De Gaulle ne revient pas au pouvoir. Tous ces événements, d'une extrême gravité, conduisent à l'effondrement de la IV^{ème} République et au retour au pouvoir du général Charles de Gaulle [[photogr. 31 mai 1958](#)].
- Au départ, Charles de Gaulle ne semble pas avoir considéré l'indépendance comme inévitable. Il essaie deux nouvelles politiques : « La Paix des Braves » (pardon politique à tous) et « La Troisième Force » (le juste milieu entre les extrêmes : pieds-noirs et FLN). Mais, face au pourrissement de la situation, il ne voit rapidement d'autre solution que la négociation avec le FLN qui, le 19 septembre 1958, se transforme en « [Gouvernement Provisoire de la République Algérienne](#) » (GPRA). Pour De Gaulle, la négociation apparaît la seule issue (le 16 septembre 1959, il évoque dans une [allocution radiotélévisée](#) l'[autodétermination](#)) face aux attaques contre la France à l'ONU, mais aussi du fait de la perte de prestige auprès des pays du Tiers-Monde, alors que De Gaulle cherche au contraire à redonner une place importante à la France dans le monde.
- L'évolution de l'Algérie vers l'indépendance par la négociation est toutefois retardée par l'opposition farouche des pieds-noirs (**révolte des barricades** débutée le 24 janvier 1960 à Alger [[photogr.](#)]), mais surtout de l'armée qui tente un coup d'Etat : le [putsch d'Alger](#) (23 avril 1961) [[article](#)] mené par des généraux (Salan, Challe, Jouhaud, Zeller, le fameux « quateron de généraux »). De cette double opposition surgit bientôt (11 février 1961) « l'[Organisation de l'Armée Secrète](#) » (OAS) qui procède à des attentats et tente à plusieurs reprises d'assassiner De Gaulle (notamment l'attentat du rond point du [Petit-Clamart](#) le 22 août 1962).
- Les négociations aboutissent enfin, le 12 mars 1962, à la signature des [Accords d'Evian](#) : Algérie indépendante (Sahara compris), avec référendum en France et en Algérie. De terribles massacres d'Européens ont lieu à [Oran le 5 juillet 1962](#). Des dizaines de milliers (80 000 ?) de [Harkis](#), abandonnés par la France, sont massacrés. 800 000 pieds-noirs quittent l'Algérie pour la France métropolitaine. La guerre a fait entre 600 000 et un million de victimes. Ce fut la plus cruelle des guerres de décolonisation.

2.1.4. L'indépendance des colonies portugaises est plus tardive

- Elle ne survient qu'après la «[Révolution des Oeillets](#)» au Portugal, en avril 1974, qui met un terme final à la dictature du docteur [Antonio de Oliveira Salazar](#) au pouvoir depuis 1932.
- En Guinée-Bissau, le « Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et des Îles du Cap Vert » (PAIGC) mène une guérilla urbaine contre les portugais. A partir de 1964, il cherche à prendre en main l'administration des régions libérées. L'intervention de l'armée portugaise ne résout rien. En 1972, le PAIGC, qui contrôle l'ensemble du pays, organise l'élection d'une Assemblée Nationale qui proclame l'indépendance. L'ONU reconnaît le nouvel Etat en 1973. Après la Révolution des Oeillets au Portugal (avril 1974), le nouveau chef de gouvernement, le général Spínola signe un accord avec le PAIGC, consacrant l'indépendance désormais acceptée par Lisbonne (septembre 1974).
- En Angola et au Mozambique, une évolution semblable a lieu, mais avec une intervention étrangère beaucoup plus marquée. En Angola, se développent deux mouvements nationalistes rivaux, qui déclenchent la guérilla à partir de 1962 : le « Front National de Libération de l'Angola » (FLNA) soutenu par le Congo et la République d'Afrique du Sud, et le « Mouvement Populaire de Libération de l'Angola » (MPLA) marxiste donc soutenu par l'URSS et Cuba. L'indépendance est proclamée en novembre 1975 dans un contexte de guerre civile. Le MPLA l'emporte finalement.
- Au Mozambique, le « Front de Libération du Mozambique » (FRELIMO) déclenche la guerre d'indépendance en 1964. L'indépendance est obtenue en 1975. Là aussi, les troubles persistent.

2.2. L'indépendance par la négociation

2.2.1. L'Inde et les autres colonies britanniques

2.2.1.1. L'indépendance de l'Inde et la partition

- Pendant la Seconde Guerre Mondiale, 2,5 millions de soldats indiens combattent aux côtés des Britanniques ; ceux-ci promettent l'indépendance à la fin des hostilités. Il existe dans le joyau de la couronne britannique deux partis politiques rivaux : le [Parti du Congrès](#) (fondé dès 1885) avec à sa tête [Mohandas Karamchand Gandhi](#) († 1948) et [Jawaharlal Nehru](#), groupant la majorité des hindouistes ; et la [Ligue Musulmane](#) (fondée en 1906) de [Muhammad Ali Jinnah](#), minoritaire et séparatiste.
- Dès 1946, de très violents affrontements ont lieu entre Hindouistes et Musulmans, alors que les Britanniques annoncent le retrait de leurs troupes pour juin 1948. Face à cette haine entre les communautés religieuses, le Royaume-Uni préconise la [partition](#) en deux territoires. [Nehru](#), opposé à ce projet dans un premier temps, s'y rallie finalement et c'est ainsi que le **15 août 1947** naissent deux nouveaux pays : l'Inde et le [Pakistan](#).

ASIE - Inde et Pakistan après la partition de l'Empire des Indes (1947)



Source : Les Dossiers en ligne de La Documentation française

Illustration 2: La partition des Indes 1947

- L'Inde est majoritairement hindouiste. Quant au Pakistan musulman, il est formé de deux territoires situés à l'est et à l'ouest de l'Inde septentrionale, séparés par près de 2 000 km. La formation de ces territoires entraînent d'énormes transferts de population. Plus de 15 millions de personnes sont déplacées dans un sens ou dans l'autre. Mais, dès 1947, un premier conflit armé oppose les deux pays à propos du [Cachemire](#) qui fut rattaché à l'Inde bien que peuplé en majorité de musulmans. Un second conflit éclate en 1965 qui se règle grâce à la médiation de l'ONU, intervenue à l'initiative de l'URSS. La région est encore troublée en 1971 par un conflit qui oppose les deux Pakistan. Le Pakistan oriental se révolte contre le Pakistan occidental, et avec l'appui de l'Inde et de l'URSS se proclame indépendant sous le nom de [Bangladesh](#). La Chine communiste, alliée du Pakistan occidental et en mauvais termes avec l'Inde et l'URSS pour des problèmes frontaliers, s'oppose jusqu'en 1974 à l'entrée du Bangladesh à l'Assemblée Générale des Nations Unies. Finalement, la partition a abouti à la formation de trois Etats.

2.2.1.2. Les autres colonies britanniques

- Palestine-Israël :

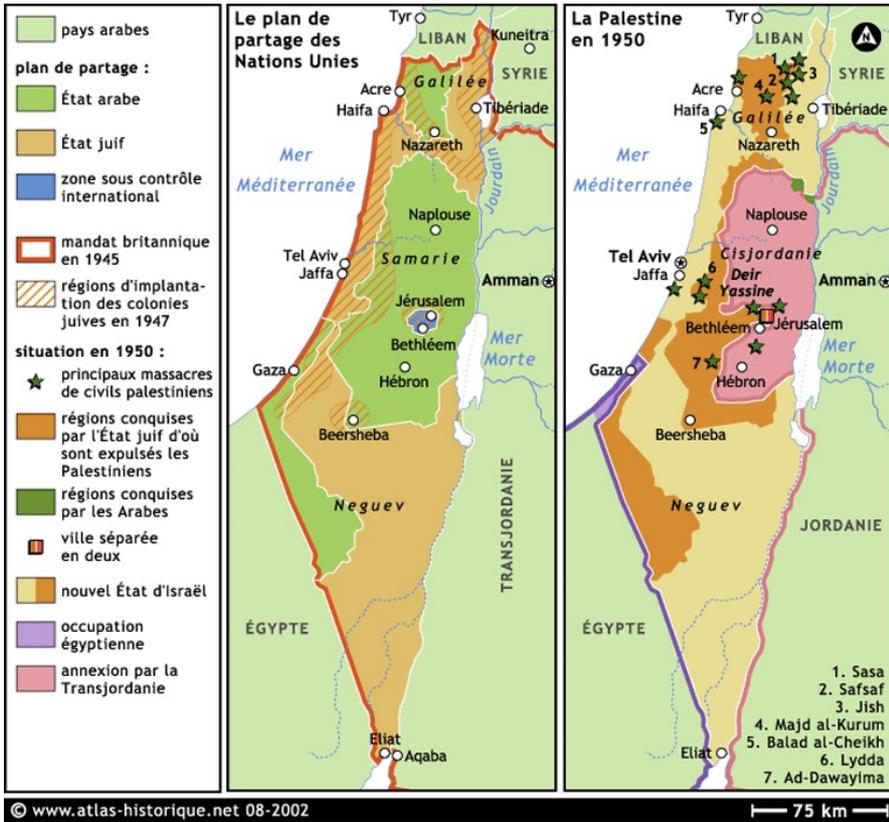


Illustration 3: La décolonisation en Asie

- En Asie, l'indépendance des autres colonies britanniques se fait sans trop de heurts. Birmanie et Ceylan en 1948, Malaisie en 1957... Comme l'Inde et le Pakistan, tous ces pays restent membres du Commonwealth, qui permet au Royaume-Uni de préserver en grande partie ses intérêts économiques, notamment dans les domaines de l'industrie du caoutchouc, de l'étain, des banques, des assurances et d'une manière générale du commerce.

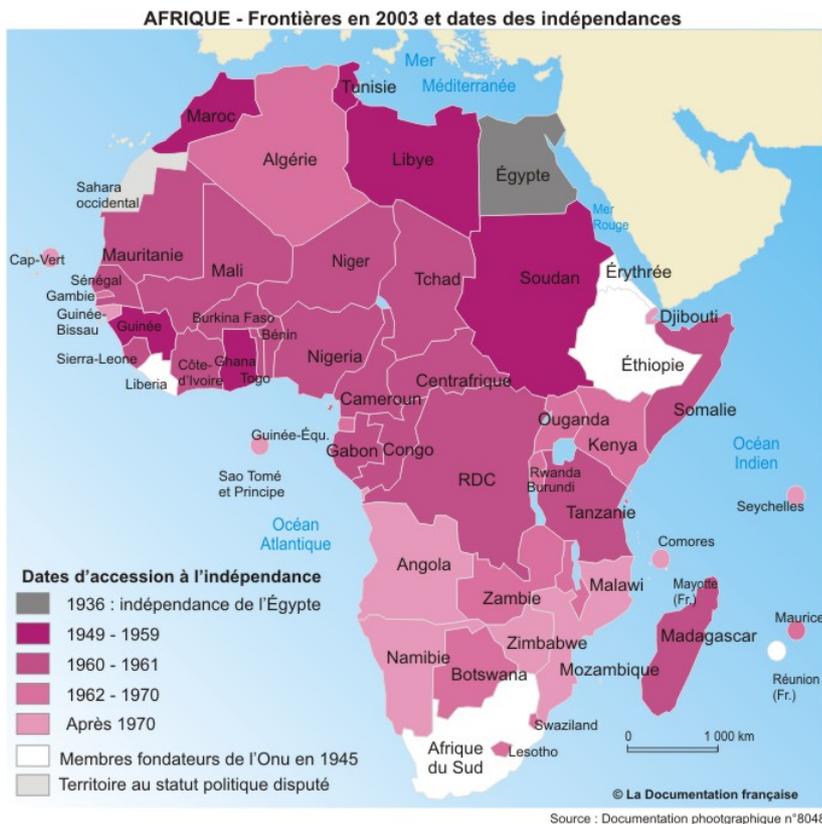


Illustration 4: Les indépendances en Afrique

- En Afrique, le [Ghana](#) est le premier pays à accéder à l'indépendance en 1957, et c'est dans la capitale ghanéenne qu'a lieu en 1958 la **Conférence panafricaine d'Accra**. Elle réunit les représentants d'une dizaine de colonies africaines et proclame le droit à l'indépendance en Afrique. En Afrique, comme en Asie, les Britanniques savent beaucoup mieux que les Français, sortir de la colonisation et préparer leurs colonies à l'indépendance. Le gouvernement travailliste reconnaît à tous les peuples dépendant de la couronne britannique, le droit à l'autodétermination. Le but des Britanniques n'est pas tant de perdre une colonie que de gagner un membre du Commonwealth. Cette stratégie est parfaitement illustré par le cas du Ghana :
 - **1949** - [Kwame Nkrumah](#) (1909-1972), après avoir été emprisonné, fonde, le Parti de la Convention du Peuple.
 - **1950** - Le Royaume-Uni accorde la mise en place d'une constitution.
 - **1952** - Nkrumah devient Premier Ministre, alors qu'il existe encore un gouvernement britannique qui garde d'importants pouvoirs.
 - **1957** - Proclamation de l'indépendance dans le cadre du Commonwealth.

Des cas particuliers :

- Le **Nigeria** : il accède à l'indépendance en 1960, dans un cadre fédéral. En juillet 1967, la province orientale du [Biafra](#), riche en pétrole, tente de faire sécession ; les autorités nigérianes pratiquent alors un blocus total du Biafra, le réduisant à la famine. En janvier 1970, le Biafra capitule sans condition.
- La **Rhodésie** : en 1965, Ian Smith proclame de manière unilatérale l'indépendance et en 1970, rompt ses relations avec le Royaume-Uni, mettant en place un régime d'[apartheid](#) calqué sur le modèle sud-africain. Durant cette période se développe une guérilla noire qui finalement l'emporte en 1980, date à laquelle les Noirs ([Robert Mugabe](#)) accèdent au pouvoir et proclament la fondation du Zimbabwe. A cette date, la population blanche n'était déjà plus que de 250 000 personnes soit moins de 4 % de la population. [L'expropriation forcée des fermiers blancs dans les années 2000](#) enclenche une nouvelle vague d'émigration vers l'Afrique du Sud, l'Australie mais aussi vers le Mozambique voisin. En 2005, moins de 50 000 Blancs demeuraient au Zimbabwe, en pleine déroute économique, principalement des citadins de grandes villes.

- **L'Afrique du Sud** : plutôt que de renoncer à l'[apartheid](#), elle préfère quitter le Commonwealth en 1961. La lutte des Noirs a finalement triomphé en 1994, avec l'élection de Nelson Mandela comme président de la République (il a passé 24 ans de sa vie en prison de 1966 à 1990).
- Entre 1962 et 1966, la plupart des autres colonies britanniques africaines accèdent à l'indépendance : Tanzanie, Ouganda, Kenya, Zambie, Malawi, Lesotho...

2.2.2. La décolonisation française en Afrique (Algérie exclue)

2.2.2.1. Les cas du Maroc et de la Tunisie

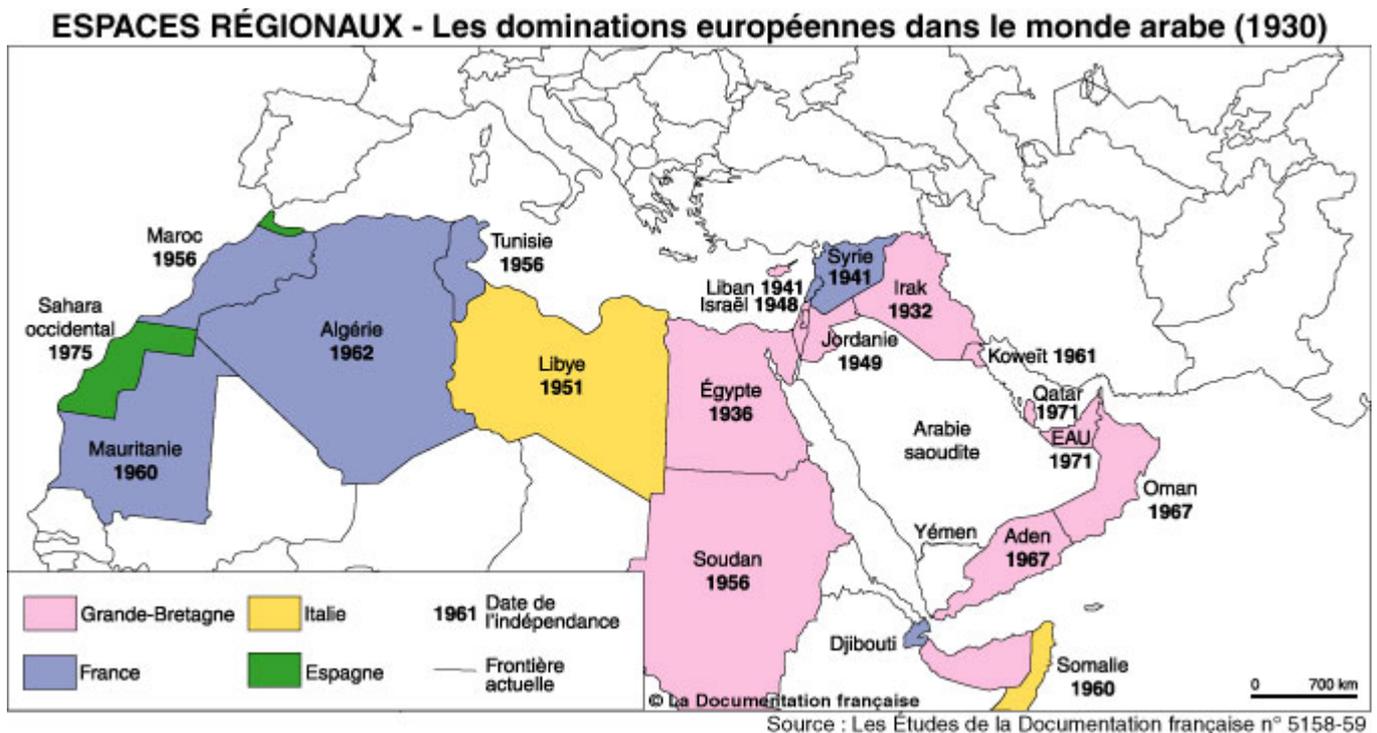


Illustration 5: Les indépendances dans le Monde arabe

- Ce sont deux protectorats, la Tunisie depuis 1881 et le Maroc depuis 1911. Ils conservent donc l'apparence d'un gouvernement autonome avec leurs chefs traditionnels, le Bey de Tunis et le Sultan du Maroc. Mais en fait, le pouvoir réel appartient au **Résident Général** qui représente la France.
- Après la Seconde Guerre Mondiale, la France cherche à différer l'évolution vers l'indépendance. Celle-ci est revendiquée par des mouvements nationalistes : en Tunisie, le parti du Néo Destour fondé en 1934 par [Habib Bourguiba](#), et le parti de l'Istiqlal, au Maroc, fondé en 1944 par Mohammed Ben Youssef (sultan Mohammed V). Ces mouvements s'opposent à la domination française par des grèves et des actions terroristes. En 1950, Bourguiba est emprisonné. En 1953, c'est au tour du Sultan du Maroc à être exilé à Madagascar. Avec l'arrivée de Pierre Mendès France au gouvernement en 1954, des négociations sont engagées avec les nationalistes marocains. Elles aboutissent à la signature des Accords de La Celle-Saint-Cloud qui reconnaissent l'[indépendance du Maroc](#), proclamée le 2 mars 1956. Dès 1954, le gouvernement Mendès-France accorde l'autonomie interne à la Tunisie qui proclame son indépendance le 20 mars 1956.
- Dans ces deux pays, la communauté française n'était pas aussi importante qu'en Algérie, mais la plupart des Français regagnent la métropole. La coopération de la Tunisie et du Maroc avec la France est difficile après 1956, en raison du soutien qu'ils apportent à la cause algérienne.

2.2.2.2. L'Afrique noire française

- Elle accède à l'indépendance sans trop de heurts : [Afrique Occidentale Française](#) (AOF), [Afrique Équatoriale Française](#) (AEF) et **Madagascar**. Depuis 1946, les colonies françaises d'Afrique Noire font partie de l'Union Française, dans laquelle elles sont considérées comme des territoires d'outre-mer. Quelques députés africains siègent au Parlement français, mais l'administration coloniale directe reste en place, ce qui ne satisfait guère les mouvements nationalistes qui, même modérés, sont durement réprimés, comme à Madagascar en 1947 (le socialiste Paul Ramadier ordonne une répression impitoyable : plusieurs milliers de morts probablement).
- L'évolution s'accélère à partir de 1956 avec la Loi Cadre de Gaston Defferre, ministre de la France d'outre-mer sous le gouvernement Guy Mollet. Cette loi prévoit la mise en place d'une Assemblée élue au suffrage universel dans chaque territoire, ainsi que d'un Conseil de gouvernement souverain dans certains domaines techniques. L'application de cette nouvelle loi permet le développement d'une vie politique dans la plupart des territoires, des partis politiques s'organisent et apparaissent des leaders.
- Avec l'arrivée de De Gaulle au Pouvoir en 1958, l'Union Française se transforme en **Communauté Française** suivant la nouvelle Constitution de la V^{ème} République. Cette dernière ouvre la voie à l'indépendance immédiate : il suffit que les colonies votent NON au référendum organisé le 28 septembre 1958, en refusant d'entrer dans la communauté proposée. Toutes les colonies optent pour l'adhésion à la Communauté sauf la Guinée Conakry qui devient aussitôt indépendante. Mais en 1960, le Sénégal demande l'indépendance qui lui est accordée. A partir de là, les autres colonies en font de même. Tous ces nouveaux Etats maintiennent des liens de coopération avec la France. Reste seulement Djibouti, qui accède à l'indépendance en 1977.

2.2.3. L'indépendance dramatique du Congo Belge

- Voilà l'exemple type de décolonisation hâtive qui tourne à la tragédie. Le Congo belge accède à l'indépendance sans aucune préparation sous la pression de l'environnement international et singulièrement de la décolonisation de l'Afrique noire francophone et anglophone.
- Au Congo belge, avant l'indépendance, l'administration coloniale est toute puissante et les élites indigènes pratiquement absentes. La tutelle coloniale belge, c'est non seulement les fonctionnaires, les missionnaires catholiques, mais aussi de puissantes compagnies privées comme l'[Union Minière du Haut-Katanga](#) ou UMHK ([carte en 1964](#) ; uranium, plantations). Aucun effort n'a été réalisé pour mieux intégrer les indigènes. Bien au contraire, ils ont été systématiquement écartés de l'enseignement et des responsabilités administratives.
- Cependant, dans les années 1950, le syndicalisme se développe en milieu urbain, entraînant une certaine prise de conscience politique, et la formation de partis politiques : celui dirigé par [Joseph Kasavubu](#) qui veut l'indépendance immédiate dans un cadre régional et ethnique, et celui de [Patrice Lumumba](#) (Mouvement National Congolais) regroupant chrétiens et socialistes de tendance unitaire. Entre 1955 et 1958, une grave crise économique touche la colonie ; le chômage augmente rapidement entraînant des émeutes qui sont durement réprimées par les autorités belges. Kasavubu et Lumumba sont jetés en prison. Finalement, le gouvernement belge décide de réunir une table ronde à Bruxelles avec les représentants des divers partis congolais, dont Kasavubu et Lumumba qui sont libérés de prison. Le parlement belge vote l'indépendance qui est proclamée par le **roi Baudouin I^{er}**, le 30 juin 1960. Le nouvel Etat s'appelle **Zaire** et possède un gouvernement d'union nationale avec Kasavubu comme président de la République et Lumumba comme chef du gouvernement. Très vite, des divisions graves apparaissent, qui dégénèrent en luttes sanglantes. C'est que le Congo indépendant manque totalement d'expérience politique et de personnel politique compétent (il y a à cette époque seulement une vingtaine de diplômés d'université dans le pays). Des querelles ethniques viennent sérieusement compliquer la situation. Dès le mois de juillet 1960, le Katanga (partie sud du Zaire, aujourd'hui appelé Shaba) fait sécession et se déclare indépendant sous la direction d'un homme d'affaires noir Moïse Tschombé, poussé par les sociétés belges, dont l'UMHK. Kasavubu et Lumumba demandent alors l'appui de l'ONU. Celle-ci décide l'envoi de casques bleus pour remplacer

les troupes belges, rétablir l'ordre et l'unité du pays. L'URSS essaie de développer son influence en soutenant Lumumba que Kasavubu a révoqué. Finalement le plus haut gradé de l'armée, un sergent de 30 ans, [Joseph Mobutu](#), nommé colonel et commandant des forces zaïroises, fait arrêter Lumumba et expulser les diplomates soviétiques. Lumumba est livré aux forces katangaises et assassiné en 1961, à la stupeur de l'opinion internationale.

- Il faut deux ans aux forces des casques bleus pour triompher de la sécession des katangais. L'unité du Zaïre est donc maintenue. Kasavubu cède la présidence (1965) à **Mobutu** qui établit une dictature des plus corrompues du continent africain, jusqu'en 1997 date à laquelle le maréchal Mobutu est renversé par [Laurent-Désiré Kabila](#) qui renomme le Zaïre en **République Démocratique du Congo**.

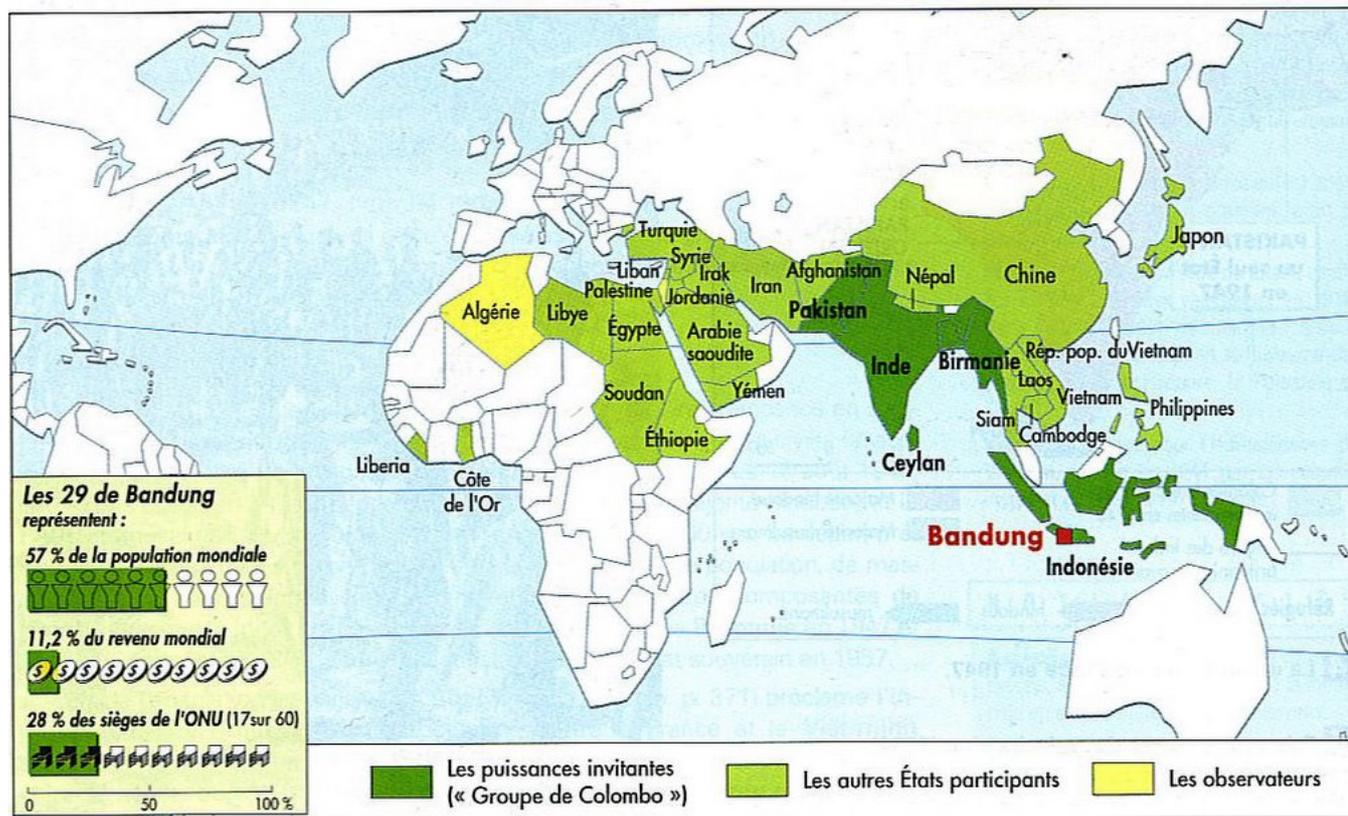
3. Le Tiers-Monde dans les relations internationales

3.1. La tentative d'organisation politique du Tiers-Monde

3.1.1. Le Mouvement des Non-Alignés

3.1.1.1. La Conférence de Bandung de 1955

- Le [Mouvement des Non-Alignés](#) naît pendant la « Guerre Froide ». Le Tiers-Monde grandissant prend peu à peu conscience de lui-même. D'abord en Asie du Sud-est où se trouvent les premiers pays à accéder à l'indépendance (Inde, Pakistan, Ceylan - *Sri Lanka* -, Birmanie -*Myanmar* -, Indonésie). La guerre d'Indochine entretient dans cette région du monde une solidarité anti-impérialiste. Du 18 au 24 avril 1955, à la [Conférence Afro-Asiatique de Bandung](#) (Indonésie), convoquée par 5 pays asiatiques, se réunissent vingt-neuf délégués de pays d'Afrique et d'Asie.



La conférence est dominée par [Jawaharlal Nehru](#) (Union Indienne), [Zhou Enlai](#) (République de Chine populaire), le colonel [Gamal Abdel Nasser](#) (Egypte), [Halié Sélassié](#) (Ethiopie), [Sukarno](#) (Indonésie). La conférence condamne fermement le colonialisme ([texte du Communiqué final](#), 24 avril 1955), mais aussi la politique des blocs. Aucune organisation internationale n'est créée à Bandung. Le maréchal [Josip Broz Tito](#) (Yougoslavie) participe avec [Nehru](#) et [Nasser](#) à une conférence à Brioni (Croatie) en 1956.

3.1.1.2. La Conférence de Belgrade de 1961

- C'est la première réelle conférence des non-alignés. A l'initiative de [Tito](#) et de [Nehru](#) y est défini le concept de neutralisme. Les signataires de la Conférence déclarent œuvrer pour la coexistence pacifique, soutenir les mouvements de libération nationale comme le FLN algérien, n'appartenir à aucune alliance et refuser toute base militaire étrangère sur leur territoire. Mais assez rapidement le mouvement des non-alignés prend un caractère ambigu. En effet, le mouvement des non-alignés n'est plus uniquement un groupement d'anciennes colonies (présence de la Yougoslavie), et surtout certains pays membres sont tout à fait communistes (Yougoslavie, Cuba, Vietnam). Son caractère neutraliste devient donc pour le moins suspect...

3.1.1.3. Le pro-soviétisme du mouvement des non-alignés

- L'entrée de pays comme Cuba ou le Nord-Vietnam compromet de plus en plus le projet initial de neutralisme. Cuba, en effet, préconise «l'alliance naturelle» avec le camp socialiste. Le Nord-Vietnam est à cette époque en guerre contre les Etats-Unis, alors que Cuba est nettement aligné sur l'URSS. La Conférence des non-alignés, après celles du Caire en 1964, et d'Alger en 1973, se tient à La Havane (Cuba) en 1979, et [Fidel Castro](#) en devient même le Président ! Si bien que ce neutralisme un peu... trop pro-soviétique devient très suspect.
- Aujourd'hui, le mouvement des non-alignés regroupe plus de 110 pays et se veut le porte-parole des problèmes des pays sous-développés. A l'antagonisme Est/Ouest, le mouvement a tenté de substituer l'antagonisme Nord/Sud. Mais trop souvent, le mouvement tombe dans la dénonciation unilatérale de l'impérialisme nord-américain, si bien que les Etats-Unis n'ont jamais entretenu de rapport avec lui. Depuis les années 1950, les Etats-Unis ont d'ailleurs vu d'un très mauvais œil le développement du mouvement des non-alignés dans les pays d'Amérique Latine qui ont pourtant les mêmes problèmes de sous-développement que le reste du Tiers-Monde. Pour leur éviter de prendre des positions trop «neutralistes», les Etats-Unis disposent de moyens de persuasion très efficaces, pression économique, diplomatique ou militaire. Et quand un pays tente une voie différente, les Etats-Unis ont tôt fait de le ramener sous leur tutelle : interventions militaires au Guatemala et Costa Rica en 1954, sur l'île de la Grenade en 1983, pression économique sur le Chili de Salvador Allende en 1973 puis coup d'Etat, sur le Nicaragua des sandinistes de Daniel Ortega.

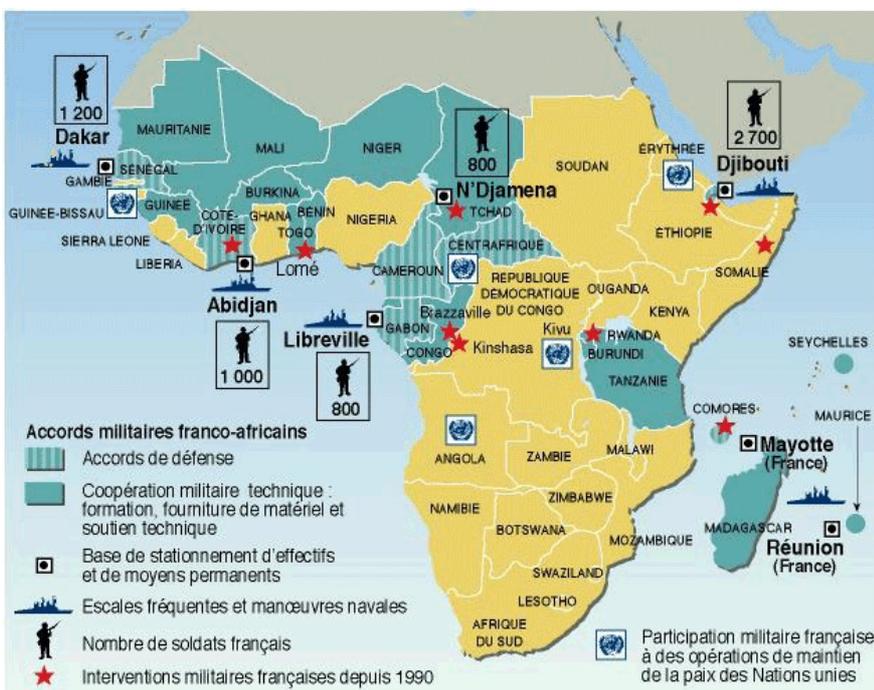
3.1.2. L'Organisation de l'Unité Africaine (OUA)

- L'[OUA](#) est créée le 25 mai **1963** dans le but de hâter la décolonisation et de préparer une union économique africaine. Dès le départ, elle est déchirée entre une tendance réformiste et une autre plus révolutionnaire. Si bien qu'elle se borne à condamner les régimes racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie, mais demeure inopérante dans certains conflits comme au Congo ou au Tchad. Pourtant, petit à petit, elle s'impose comme une force politique. Elle se pose en tant que médiatrice dans le conflit Maroc/Algérie à propos du Sahara Occidental, et, entraînée par les pays arabes, elle soutient la cause du peuple palestinien.

3.2. Les limites économiques du Tiers-Monde

3.2.1. Les pays du Tiers-Monde, pauvres, ont besoin de l'aide des pays développés

- La volonté du Tiers-Monde d'être indépendant des blocs est diminuée par l'énormité des besoins et des problèmes de développement, accentués par l'explosion démographique, impossibles à résoudre sans aide extérieure. L'aide au Tiers-Monde est essentiellement occidentale. De 1945 à 1970, 90 % de l'aide provient des pays occidentaux et à peine 10 % des pays de l'Est. Dans l'aide occidentale, l'aide des Etats-Unis est, bien entendu, la plus importante. Au début du 21^{ème} s., 150 millions d'Africains vivent de l'aide internationale.
- Or, l'aide accordée ou refusée dépend du schéma socio-économique du pays solliciteur. Pour les Etats-Unis en particulier, le libéralisme économique est un dogme et ils répugnent à aider des pays du Tiers-Monde qui s'engagent dans la voie ne serait-ce que d'un certain socialisme, ou du moins d'une économie planifiée. Le refus des Etats-Unis entraîne l'URSS à apporter son aide aux pays nécessiteux, sinon elle encourt elle aussi une perte de prestige (Ex. : l'Egypte de [Gamal Abdel Nasser](#) lors de la construction du [Haut barrage d'Assouan](#)). L'URSS, de son côté, intervient surtout dans des projets de développement planifié et d'inspiration socialiste. Ne se sentant nullement responsable du sous-développement imputable au (prétendu) « pillage du Tiers-Monde par les pays capitalistes », l'URSS accepte d'aider les pays qui s'engagent dans la voie du socialisme, et de préférence un socialisme de type soviétique donnant priorité à l'électrification (Egypte), ou à l'industrie lourde (Inde)... Les deux blocs sont donc présents dans le Tiers-Monde à travers des aides techniques, financières, de telle manière que la subordination du Tiers-Monde n'a pas cessé avec la décolonisation (on évoque un « [néo-colonialisme](#) »).



Sources : Nations unies ; ministère de la défense ; maison des Français de l'étranger du ministère des affaires étrangères.

Illustration 6: Accords militaires franco-africains : un exemple de néo-colonialisme ?

- En effet, l'industrialisation est insuffisante pour couvrir les besoins de développement. Ensuite, la forte croissance démographique entraîne une augmentation de la demande de produits alimentaires que les pays riches sont souvent les seuls à pouvoir satisfaire. Il faut donc que les pays du Tiers-Monde exportent des produits tropicaux, des matières premières, du pétrole.... pour pouvoir payer des importations indispensables à leur survie. Le déficit de la balance des paiements des pays du Tiers-Monde est catastrophique, l'endettement s'est accru et aujourd'hui bien des pays sont dans l'incapacité de payer seulement les intérêts de leur dette.

3.2.2. Les tentatives d'organisation économique du Tiers-Monde

3.2.2.1. L'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP)

- L'[OPEP](#) est créée à Bagdad en **1960**, par les cinq principaux exportateurs d'alors : Arabie Saoudite, Irak, Iran, Koweït, Venezuela. Elle domine le marché du pétrole dans les années 1970. Depuis la guerre du Yom Kippour (1973), l'OPEP a fait monter le prix du baril de pétrole de moins de \$3 en juin 1973 à \$34 en octobre 1981. Dans les années 1980 et 1990 la situation lui échappe en grande partie, à cause de la diminution de la consommation des pays industrialisés qui ont pratiqué des politique d'économie d'énergie et accéléré le développement de leur programme nucléaire, mais aussi du fait de l'apparition de nouveaux grands producteurs non membres de l'OPEP.

3.2.2.2. Le Groupe des 77 et la CNUCED

- Fondé à l'ONU en juin 1964, le «[Groupe des 77](#)» s'est mis d'accord pour réclamer une «[Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement](#) » (CNUCED), afin de mieux régler les échanges entre le Tiers-Monde et les pays les plus industrialisés. La première conférence s'est réunie à Genève en 1964, réussissant à conclure quelques accords internationaux sur les prix des produits de base.
- En 1974, le Groupe des 77 a fait adopter par l'ONU une «Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international» : demande de restructuration des échanges internationaux, demande de réforme du système monétaire international, demande d'allègement des dettes, demande d'un nouveau droit à la mer... Les Etats-Unis se sont opposés à toutes ces revendications.
- Entre temps, le Groupe des 77 s'est élargi. Les pays du Tiers-Monde ont pris conscience des énormes différences entre pays à très faibles revenus et d'autres exportateurs de pétrole, ce qui entraîne en septembre 1981 à la Conférence de Paris, la mise en place d'un plan d'action en faveur des 31 pays les plus pauvres du monde ou « Pays les moins avancés » (PMA). En 1981, le premier et dernier sommet Nord/Sud réunissant 22 pays a lieu à Cancun. Il est resté sans lendemain.
- En août 1980, l'ONU a proposé que les pays développés consacrent 0,7 % de leur budget national à l'aide au Tiers-Monde. Peu de pays ont fait l'effort. De plus, aujourd'hui, l'aide accordée fait l'objet de violentes critiques car non seulement elle est insuffisante, mais aussi mal distribuée et arrive très souvent à peine aux vrais destinataires ! [voir la géogr.]
- Donc, tentatives d'organisation politique, économique du Tiers-Monde certes, mais relative faiblesse des résultats. Ceci est dû en partie à des faiblesses internes des pays, à l'instabilité politique (plus de 60 coups d'Etat en Afrique depuis 1945), à l'autoritarisme de certains régimes politiques, à la corruption (\$400 milliards de la rente pétrolière « disparus » au Nigéria depuis l'Indépendance)... la manière la plus rapide de s'enrichir étant encore de conquérir le pouvoir ! Le Tiers-Monde voit ainsi s'affronter les Grands qui essayent de s'y tailler des zones d'influences. A la fin des années 1970, l'affirmation réelle et l'équilibre du Tiers-Monde ne semble donc pas être pour demain.